

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article1307>



Sept Français sur dix veulent abolir les armes nucléaires et radioactives et être consultés par référendum sur ce sujet

- Accueil - Actualités - Articles d'actualité -
Date de mise en ligne : lundi 26 septembre 2022

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Le regard des Français sur l'abolition des armes nucléaires a fait l'objet de trois enquêtes de l'IFOP en partenariat avec l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN), en octobre 2015, mai 2018 et septembre 2022. Voici les résultats comparés.



Missiles de gauche...

Les questions

A chaque fois deux questions, introduites par une explication succincte (voir le texte complet dans les Rapports de l'IFOP, ci-après), étaient posées aux sondés.

La première question était, en 2015 :

« Voulez-vous que la France négocie et ratifie avec l'ensemble des Etats concernés un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ? »

En 2018 et en 2022, elle était ainsi formulée :

« **Voulez-vous que la France participe à l'abolition des armes nucléaires et engage avec l'ensemble des Etats concernés des négociations visant à établir, ratifier et appliquer un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires et radioactives, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ?** »

La seconde question était identique en 2015, 2018 et 2022 :

« (...) Une proposition de loi organisant un référendum sur la question à laquelle vous venez de répondre est soumise aujourd'hui à l'ensemble des parlementaires.

« **Si 20 % des parlementaires la signent, pensez-vous que vous apporterez votre soutien à cette proposition**

de loi pour que le référendum puisse avoir lieu ? »

Les réponses

A la première question :

En 2015 : OUI 74 % NON 26 %
En 2018 : OUI 85 % NON 15 %
En 2022 : **OUI 71 % NON 29%**

A la seconde question :

En 2015 : OUI 74 % dont OUI certainement : 27 %, OUI probablement : 47 %
NON 26 %, dont NON probablement pas : 20%, NON certainement pas : 6%

En 2018 : OUI 82 %, dont OUI certainement : 31 %, OUI probablement 51 %
NON 18 %, dont NON probablement pas : 15 %, NON certainement pas 3%

En 2022 : **OUI 70%** , dont OUI certainement : 22 %, OUI probablement : 48 %
NON 30 % , dont NON probablement pas : 21 %, NON certainement pas : 9%

Missiles de droite...



En juillet 2015, les Français étaient donc plus de 7 sur 10 à vouloir la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires et à soutenir un référendum sur cette question.

En mai 2018, ils étaient encore plus nombreux à le vouloir : plus de 8 sur 10 aux deux questions.

En 2022, leur soutien au désarmement nucléaire retombe légèrement en-dessous du niveau de 2015, avec un quasi doublement du nombre des opposants, de 15 à 29 %. Le sondage a été effectué les 20 et 21 septembre, **au pire moment de la guerre en Ukraine** : celui où Vladimir Poutine, dans son discours enregistré à Moscou et annoncé le 20 septembre, diffusé mondialement et en France à l'aube du 21, renouvelait en les aggravant encore ses menaces nucléaires contre l'Occident, en précisant que ce n'était "pas du bluff".

Malgré cela, les Français demeurent 7 sur 10 à vouloir que la France engage des négociations sur l'abolition des armes nucléaires et radioactives, et à vouloir un référendum sur ce sujet.

Constances et évolutions selon le sexe et l'âge

De 2015 à 2022, on observe que le soutien au désarmement nucléaire est sensiblement plus élevé chez les femmes que chez les hommes : de 3 points en 2015 (75 % contre 72 %) ; de 8 points en 2018 (89 % contre 81 %) ; de 6 points en 2022 (74% contre 68%).

De même, en 2022 comme en 2015 le soutien est notablement plus élevé chez les seniors que chez les jeunes : en 2015 il était de 64 % chez les moins de 35 ans (58 % chez les 18 à 24 ans) et de 77 % chez les 35 ans et plus (jusqu'à 81% chez les 65 ans et plus) ; en 2022, il est de 62 % chez les moins de 35 ans et de 74 % chez les 35 ans et plus (dont 79 % chez les 65 ans et plus).

En revanche, en 2018, période très consensuelle en la matière, l'écart était négligeable : 84 % chez les moins de 35 ans (83 % chez les 18 à 24 ans), 86 % chez les 35 ans et plus. Rarement les Français auront été aussi proches les uns des autres que sur cette question et à cette date.

Quel serait donc, en la matière, le meilleur moyen de dépasser les dissensions politiques et de faire l'union des Français ? Le même précisément que celui qui permettrait de faire l'union entre les peuples : procéder à un désarmement nucléaire intégral, universel et contrôlé, pour écarter la peur et la menace existentielles comme méthodes de gouvernement et fondement des relations internationales, pour vivre ensemble pacifiquement et coopérer, à l'intérieur comme à l'extérieur de la nation, à la solution des problèmes majeurs qui assaillent l'humanité - dont le dérèglement climatique.

Aujourd'hui, l'humanité doit faire face à deux menaces majeures : la détérioration du climat et la menace nucléaire. Aucune des deux ne doit faire oublier l'autre, d'autant moins qu'elles se conjuguent et se renforcent mutuellement. Une chose est sûre : la bombe atomique est la violence suprême, la violence ultime, celle qui peut tout annihiler. Sur elle et avec elle, on ne peut rien construire de positif et de durable. Elle surplombe l'humanité comme l'épée de Damoclès. Sa violence irradie sur le reste du monde.



Missiles du centre...

Variations selon la proximité politique

En 2018, le soutien au désarmement nucléaire ignorait presque complètement les clivages partisans. Ainsi, les électeurs de Jean-Luc Mélenchon au 1er tour de la présidentielle 2017 étaient 89 % à vouloir l'abolition des armes nucléaires, ceux d'Emmanuel Macron 89 %, et ceux de Marine Le Pen 81 %.

En 2022, les électeurs de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle 2022 sont 81% à le vouloir, ceux d'Emmanuel Macron 76 % et ceux de Marine Le Pen 69 %. Si l'on ajoute que ceux d'Eric Zemmour sont 66 % et ceux de Valérie Pécresse 60 %, on voit que la droitisation de la société française influence notablement la position des sondés sur cette question, de même bien entendu que le contexte géopolitique on ne peut plus défavorable à tout effort de désarmement, tant conventionnel que nucléaire.

Pourtant, en dépit de ce contexte et quelles que soient par ailleurs leurs opinions politiques, une forte majorité de Français demeure favorable à l'abolition des armes nucléaires et radioactives, souhaite un engagement effectif de la France dans cette direction, et demande à être consultée sur la question inscrite dans la proposition de loi référendaire soumise aux membres du Parlement.

La démocratie l'exigerait.

<dl class='spip_document_1230 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;'>



Le sondage d'octobre 2015

<dl class='spip_document_1229 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;'>



Le sondage de mai 2018

<dl class='spip_document_1228 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;'>

Le sondage des 20 et 21 septembre 2022

<dl class='spip_document_1246 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;'>

La Proposition de Loi référendaire, octobre 2022

<dl class='spip_document_1239 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;'>

<dl class='spip_document_1248 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;'><a href='https://www.acdn.net/spip/IMG/pdf/formulaire_de_soutien_a_la_ppl_visant_a_organiser_un_referendum_sur_l'

abolition_des_armes_nucleaires_et_radioactives-3.pdf' title='PDF - 131.2 ko' type='application/pdf'>

Formulaire de soutien à la Proposition de Loi référendaire

ouvert aux électeurs et aux parlementaires,

à retourner rempli à contact@acdn.net

et à adresser pour signature par chaque citoyen ou citoyenne
aux députés et sénateurs de sa circonscription ou de son choix.

[Sondage IFOP : Les Français et la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires et radioactives](#)

[La guerre en Ukraine, faillite de la dissuasion nucléaire](#)